

La francophonie syndicale, un outil de lutte pour l'éducation et pour les enseignant-es !

Florian Lascroux, président du CSFEF

Le Comité Syndical Francophone de l'Education et de la Formation (CSFEF) a été créé en 1987. Inclus dans l'Internationale de l'Education (IE), c'est également une OING (Organisation Internationale Non Gouvernementale) accréditée auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Il n'existe pas de processus spécifique d'affiliation au CSFEF : par conséquent, il ne dispose que de ressources limitées, et est donc grandement dépendant du bailleur naturel, l'OIF, pour mener à bien des projets. Ces dernières années, le CSFEF a ainsi réalisé des formations pour de nombreux syndicats d'Afrique francophone sur les réformes en éducation, pour l'implantation de sites internet, sur l'éducation au développement durable...

Tous les deux ans, la Rencontre des syndicats francophones

Tous les deux ans, en marge du Sommet de la Francophonie, le CSFEF rassemble les syndicats francophones pour une Rencontre. Au programme, ateliers et plénières sur l'ensemble des thèmes qui préoccupent les organisations : salaires et conditions de travail, formation des enseignant-es, mais aussi renforcement des syndicats, actions collectives... La prochaine Rencontre se tiendra à Madagascar du 19 au 22 novembre. Auparavant, une déclaration rassemblant l'ensemble des revendications des syndicats enseignants francophones aura été adressée à l'OIF, afin d'inciter les Etats à intégrer des objectifs ambitieux dans la déclaration finale du Sommet.

Le CSFEF s'engage contre la privatisation de l'éducation

Le CSFEF, avec plusieurs autres organisations^[1] francophones et internationales, a entamé un travail contre la marchandisation de l'éducation. Un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des syndicats francophones de l'IE, et les résultats sont alarmants. En effet, le secteur privé est maintenant solidement implanté partout. Les Etats font preuve d'une grande complaisance, voire soutiennent financièrement l'éducation privée, qu'ils présentent parfois comme une solution aux carences du système public ! Dans des pays fragiles comme le sont la plupart des pays d'Afrique francophone, la ségrégation qui résulte de cette éducation à plusieurs vitesses apparaît comme une bombe à retardement : quel avenir commun, lorsque les enfants de confessions ou d'ethnies différentes, ne fréquentent pas les mêmes écoles ? Le CSFEF, au sein de la coalition contre la marchandisation, va travailler au lancement de campagnes, en Afrique francophone, pour l'investissement public dans l'éducation.

Le CSFEF permet de jeter des ponts entre des syndicats qui, sinon, se sentent bien isolés. Les partages d'expériences ainsi permis stimulent de nouvelles actions. Une mise en commun vitale si l'on veut vraiment se donner les chances d'atteindre les objectifs très ambitieux que la communauté internationale s'est fixés pour 2030.

[1] *La Fédération Internationale des CEMEA, OING accréditée auprès de l'OIF ; Solidarité Laïque ; la Coalition française de la Campagne Mondiale pour l'Education ; Right to education project ; Open society foundations ; Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights ; la Clinique du Droit de Sciences Po*